Accusé de réception en préfecture 001-210100939-20250929-D-2025-015-AR Date de télétransmission : 29/09/2025 Date de réception préfecture : 29/09/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Ain

N°D-2025-015



DECISION DU MAIRE

MARCHES PUBLICS / Travaux de renforcement du réseau d'eau potable de « Bel Horizon » et de renouvellement du réseau d'assainissement du « Maillard »

Le Maire de CHATILLON-SUR-CHALARONNE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 22 janvier 2024, donnant délégations de compétences au Maire et notamment son 4°) « De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, inférieurs à 500 000 € HT pour les travaux et inférieurs à 100 000 € HT pour les fournitures et services, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget » ;

Vu le rapport d'analyse des offres des entreprises de travaux, en date du 15 septembre 2025, pour le renforcement du réseau d'eau potable du secteur « Bel Horizon » et le renouvellement du réseau d'assainissement sur le secteur du « Maillard » ;

Considérant qu'il convient de réaliser régulièrement des travaux de rénovation des réseaux humides ;

Après avoir déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse ;

ARRETE

ARTICLE 1er:

Les travaux de renforcement du réseau d'eau potable du secteur « Bel Horizon » et le renouvellement du réseau d'assainissement collectif sur le secteur du « Maillard » sont attribués à l'entreprise SOMEC (01310 SAINT-REMY), pour un montant total de 290 939,30 € H.T.

ARTICLE 2:

Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat.

Fait à Châtillon-sur-Chalaronne

Le 29 septembre 2025

Le Maire,

Patrick MATHIAS

Transmis en Préfecture le :2. g. SEP: 2025.....

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent document peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la présente publication / notification.